

[Text]

This is where the Senate has a very useful role to play. You must inform the Prime Minister that Canada is on a dangerous collision course with its First Nations. You must also inform the government that Canada's 130-year policy of attempting to extinguish our rights and to assimilate us into mainstream society has been a tragic failure. You must stress too that despite crippling federal policies, our people have survived. Indeed, we are flourishing as distinct peoples and we continue to build our own institutions, cultures and governments inspite of all the impediments that stand in the way of our own right to development. We are a fundamental part of Canada—a fact this country must come to grips with, for to do otherwise would diminish all of us.

Senators, we request that you convey to the Prime Minister that he must develop a First Nations rights policy which sets out principles for nation-to-nation implementation of our rights. Tell him that any new relationship that is to evolve must be based upon equality and mutual respect of rights and responsibilities.

Political solutions must be hammered out now, and in this light we make the following specific recommendations:

1. We ask you to impress upon the Prime Minister the urgent need to establish a bilateral process with the AFN, to ensure First Nations leadership, and the cabinet or a subcommittee of cabinet to meet regularly to find political solutions to problems that require political direction and attention. Any mechanism to be established should not only have political authority, it should be formalized and/or legalized within a framework that ensures implementation of decisions and solutions.

2. We urge you to direct the Prime Minister to include the full and equal participation of First Nations representatives in future federal/provincial ministerial, and deputy ministerial, meetings dealing with such issues as justice, the environment, resource management, fisheries, and so forth.

3. We also encourage you to endorse a federal ministers/First Nations process to prepare and implement strategic plans for this decade aimed at eliminating the social, economic and living disparities between citizens of Canada and the First Nations.

4. We also request that you support the motion of the Commons Standing Committee on Aboriginal Affairs to extend an invitation to the National Chief to address Members of Parliament on the priorities and political agenda of the First Nations for the 1990s and beyond.

5. We ask the Senate to recommend that a national process be facilitated to examine First Nations/Federal Crown fiscal relations to identify adequate resourcing formulae and mechanisms, and that these discussions take place within the context of First Nations self-government and development.

[Traduction]

C'est là que le Sénat a un rôle très utile à jouer. Vous devez prévenir le premier ministre que le Canada s'est engagé dans la voie dangereuse de l'affrontement avec ses Premières nations. Vous devez aussi prévenir le gouvernement que la politique qu'il applique depuis 130 ans afin d'essayer de faire disparaître nos droits et de nous assimiler dans le courant général de la société est un échec tragique. Vous devez aussi insister sur le fait que nous avons survécu en dépit de politiques fédérales paralysantes. Nous fleurissons en fait comme peuples distincts et nous continuerons de construire nos institutions, nos cultures et nos gouvernements en dépit de tous les obstacles qui inhibent notre droit au développement. Nous sommes un rouage fondamental du Canada et le pays doit l'admettre, car le contraire nous diminuerait tous.

Sénateurs, nous vous demandons de faire comprendre au premier ministre qu'il doit élaborer une politique sur les droits des Premières nations qui établit des principes de mise en œuvre de nos droits de nation à nation. Dites-lui que toute nouvelle relation qui en découlera doit être fondée sur l'égalité et le respect mutuel des droits et des responsabilités.

Il faut trouver des solutions politiques maintenant et c'est pourquoi nous présentons les recommandations précises suivantes:

1. Nous vous demandons de faire comprendre au premier ministre qu'il est urgent d'établir un processus bilatéral avec l'APN et d'assurer le leadership des Premières nations, et que le Cabinet ou un sous-comité se réunisse régulièrement pour trouver des solutions politiques aux problèmes qui ont besoin d'orientation et d'attention politiques. Tout mécanisme futur devrait non seulement comporter un pouvoir politique, mais il faudrait aussi le rendre officiel ou légal dans un cadre qui assure la mise en œuvre de décisions et de solutions.

2. Nous vous exhortons à demander au premier ministre de prévoir la participation à part entière et égale des représentants des Premières nations aux futures rencontres des ministres et sous-ministres fédéraux et provinciaux qui porteront sur des questions comme la justice, l'environnement, la gestion des ressources, les pêches, et ainsi de suite.

3. Nous vous encourageons aussi à appuyer l'établissement, entre les ministres fédéraux et les Premières nations, d'un processus d'élaboration et de mise en œuvre de plans stratégiques pour la décennie en cours qui viseront à éliminer les disparités sociales et économiques et les écarts de niveau de vie entre les citoyens du Canada et ceux des Premières nations.

4. Nous vous demandons aussi d'appuyer la motion du Comité permanent des affaires autochtones de la Chambre des communes qui propose d'inviter le chef national à s'adresser aux députés au sujet des priorités et du programme politique des Premières nations pour les années 1990 et au-delà.

5. Nous demandons au Sénat de recommander que l'on facilite l'instauration d'un processus national visant à examiner les relations fiscales entre les Premières nations et la Couronne fédérale afin d'identifier des formules et des mécanismes adéquats d'affectation des ressources. Ces discussions devraient se dérouler dans le contexte de l'autonomie politique et du développement des Premières nations.